

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

Éboulements à Libreville : 3 morts en l'espace de trois jours suite aux fortes pluies

HABITANTS deux quartiers distincts, un gendarme à la retraite et un couple ont perdu la vie dans des conditions identiques. En effet, alors qu'elles dormaient, les victimes ont été ensevelies par plusieurs tonnes de boue provenant des éboulements provoqués par des fortes pluies qui sont tombées entre dimanche et jeudi.



Photo: Aristide Moussavou

AEE
Libreville/Gabon

LES violentes pluies qui s'abattent ces derniers temps à Libreville ont occasionné la mort de trois Gabonais. A savoir un gendarme à la retraite dont nous n'avons pu établir l'identité, et un couple, ont été surpris dans leur sommeil par d'importantes coulées de boue. En l'espace de trois jours, ces éboulements consécutifs aux fortes précipitations ont donc plongé des familles dans une profonde consternation. À Malaba, un quartier non viabilisé, situé dans le 5e arrondissement de la commune de Libreville, le gendarme à la retraite a ainsi trouvé la mort dans la nuit de dimanche à lundi. Ce jour-là, le sexagénaire a regagné vers 20 heures son domicile. Une maison construite en matériaux périssables. Pendant son sommeil, une grosse pluie s'abat sur la capitale gabonaise et sa périphérie, entre 22 heures et 5 heures du matin. Les dégâts occasionnés par cette dernière sont d'ailleurs perceptibles dans la ville le lendemain matin. Aussi, les membres de la famille établis non loin de sa demeure et le voisinage constatent, au

réveil, que la maison de l'ancien pandore est en partie remplie de boue. Après plusieurs minutes de recherche, le corps de l'infortuné a été retrouvé enseveli sous des tonnes de terre.

La pluie qui est tombée dans la nuit de mercredi à jeudi a, dans les mêmes conditions, été fatale à un couple. Michel Makondi, un Gabonais exerçant à l'Assemblée nationale et sa compagne, Marlyse Mbassoulou, éducatrice périscolaire, sont, eux-aussi morts engloutis sous une montagne de terre consécutive à un éboulement. Des sources autorisées précisent que le mur arrière de la chambre du couple a été détruit par la coulée des matériaux destructeurs, alors que l'homme et la femme étaient dans leur sommeil. Juste à côté de leur chambre, leurs trois enfants profondément endormis ont, par miracle, été épargnés par le drame. "C'est une voisine, au petit matin qui, après avoir aperçu la destruction de la maison par l'arrière, est venue frapper à la porte avant, dans le but de

réveiller les occupants. C'est la plus grande des enfants, âgée d'environ 12 ans, qui a ouvert la porte. En se rendant dans la chambre de leurs parents, ils étaient tout simplement face à l'horreur", relate l'une de nos

sources. Alerté, le voisinage est aussitôt arrivé avec l'espoir de sortir Michel Makondi et Marlyse Mbassoulou en vie des décombres. Malheureusement, ils étaient déjà morts. Les

Officiers de police judiciaire (OPJ) se sont rendus sur le lieu du drame, aux fins de procéder aux constatations d'usage. Les deux dépouilles ont ensuite été acheminées vers une maison de pompes funèbres.

Responsabilités partagées

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

EST-IL nécessaire que surviennent pareils drames pour remettre au goût du jour la sempiternelle problématique du logement décent à Libreville, entre autres? En effet, à y regarder de près, si les conditions étaient véritablement réunies en termes d'observation des normes de construction dans les zones impactées par les éboulements, on aurait peut-être pu prévenir ces drames. À la lumière des faits, la responsabilité des pouvoirs publics est fortement engagée. Et pour cause, Il revient à l'État, par le truchement du ministère en charge de l'Habitat

et de l'Urbanisme, de mettre progressivement un terme à l'habitat anarchique et précaire. Toute chose qui passe par l'accentuation des politiques d'aménagement destinées à mettre à la disposition des populations des espaces où il fait bon vivre. Aussi, le projet des zones d'aménagement concertées (ZAC) devait-il, par exemple, permettre d'abriter plus de la moitié de la population de Libreville. En délogeant au passage les habitants de plusieurs quartiers sous-intégrés. Mais cette question du logement décent n'engage pas seulement l'État, au regard de ce que les populations ont aussi une grande part de responsabilité dans le choix des zones dans lesquelles elles décident de s'établir. De fait,

relativement au constat pratique sur le terrain, nombreux sont ces Gabonais qui construisent dans des espaces peu propices. Le cas des cuvettes qui sont pourtant présentées par les experts de l'Urbanisme comme étant non ædificandi. À savoir des zones déterminées comme ne pouvant recevoir aucun édifice à cause de leurs contraintes. En dépit des risques manifestes, plusieurs personnes n'hésitent pas à bâtir leurs demeures dans ces terrains en forme d'entonnoir. À défaut d'ériger des murs sur le lit d'une rivière. Malheureusement, chaque année, les habitants de ces "taudis" et ces "mapanes" – qui semblent plutôt accoutumés au danger –, sont les premières à en payer le lourd tribut.